NEGOCIATIONS CLIMAT - VARSOVIE NOVEMBRE 2013 LETTRE DES ONG #6

éco

EDITION FRANCOPHONE

16 NOVEMBRE

EDITION WEEK-END

EDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP19 à Varsovie. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à **ecodiffusion-subscribe@rac-f.org** *mais aussi sur notre site* **www.rac-f.org/COP19-Varsovie-2013** *et sur Twitter* **@RACFrance**

UN PETIT -33% POUR L'UE EN 2030 ?

En arrivant à Varsovie, ECO était un optimiste. De récentes statistiques suggéraient, en effet, que la croissance des émissions commençait à baisser un peu. Ce qui pouvait être considéré comme le signe avant-coureur du pic des émissions. Au mois de septembre, la Chine s'engageait dans une voie positive : un changement de sa politique charbonnière. Trois de ses provinces industrielles allaient devoir réduire puis stabiliser leur consommation de charbon, dès 2017, avant d'interdire la construction de centrales thermiques à flammes à faible rendement.

Mais tout cela, c'était avant que nous ne recevions de dramatiques nouvelles en provenance de l'Australie et du Japon : deux pays qui semblent s'engager dans de mauvaises directions.

Après une semaine comme celle-là, nous n'avons pas besoin d'autres mauvaises nouvelles. Mais certaines rumeurs courent. L'une d'entre elles veut que la Commission européenne met la dernière main à une proposition de réduction d'émission de 40% entre 1990 et 2030.

L'UE a longtemps été considérée comme donnant le la dans les discussions climatiques. Mais un tel objectif la met hors jeu pour respecter ses engagements de limiter le réchauffement à 2°C.

Bien sûr, une réduction de 40%, cela peut paraître important. Voyons ce que cela représente vraiment. Un objectif de -40% correspond à une réduction effective d'un tiers des rejets de GES entre 1990 et 2030, en raison des surplus considérables de quotas d'émissions dont disposent les 28. Pour compenser ce trésor de guerre carbonique, l'UE devrait, en fait, durcir de 7% son propre objectif, soit -47% entre 1990 et 2030.

Car rester -40% n'apportera pas aux investisseurs le signal attendu pour extirper le charbon du système énergétique européen, développer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Plutôt que d'investir dans les technologies propres, les entreprises continueront à profiter, pendant une décennie, des bas prix du carbone, résultat des surplus de quotas d'émissions. Petite lueur d'espoir : tous les pays membres de l'UE n'en restent pas là. Le Royaume-Uni a appelé à une réduction de 50% d'ici à 2030, quand le ministre de l'environnement finlandais a estimé que le bon chiffre se situait entre 40 et 60%.

Constitué du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Belgique, du Portugal, de la Suède, de la Finlande, de la Slovénie, de la Roumanie et de l'Estonie, le groupe européen de la « croissance verte » lance un appel à la fixation d'un ambitieux objectif communautaire avant la tenue du sommet des chefs d'Etat, devant être organisé par Ban Ki-moon en septembre 2014.

Aussi, quand elle publiera sa proposition, en janvier prochain, avant d'en débattre lors du conseil de mars, la Commission et les dirigeants européens doivent faire taire cette rumeur des -40% (traduisez par -33%).

L'attention se tourne vers l'Allemagne. Des discussions en cours pour la constitution d'une grande coalition a filtré la rumeur — encore une — que l'objectif minimal pourrait être une réduction de 40% entre 1990 et 2030. De tous les pays, l'Allemagne sait combien la fixation d'un objectif ambitieux est la seule voie possible pour bâtir les infrastructures nécessaires à sa propre Energiewende. Et les -40% ne la mettent pas sur cette voie. Le Climate Action Network Europe appelle l'Union européenne à réduire ses émissions domestiques de 55%, entre 1990 et 2030, à satisfaire 45% de ses besoins avec des énergies renouvelables et à améliorer de 40% sa performance énergétique. Seuls de tels objectifs inciteront les investisseurs à s'engager dans la transformation du système énergétique.

La Commission a-t-elle en tête la moindre notion d'équité quand elle travaille sur un projet de -40% ? En réalité, il ne semble pas que Bruxelles veuille donner à l'Europe une chance raisonnable de stabiliser le réchauffement entre 1,5°C et 2°C.

Bien sûr, l'UE s'est fixé le but de réduire ses émissions de 80% à 95% entre 1990 et 2050 et y parvenir est dans son intérêt économique. Mais se limiter à 40% en 2030 fera dérailler l'Europe de sa voie climatique.

La semaine prochaine, nous entendrons les discours rassurants des ministres. Nous avons surtout besoin d'entendre l'Europe que nous avons connue : ambitieuse et préparant un avenir d'énergie propre.

A ne pas oublier

Le briefing sur les modalités de la table-ronde ministérielle de Juin 2014 sur le renforcement de l'ambition sous le Protocole de Kyoto a été particulièrement succinct. Tellement succinct que les Parties en ont oublié de mentionner un point crucial.

Le *gigaton gap* n'est pas causé seulement par les Parties sous le PK (même s'il n'est pas question qu'elles se déchargent de leurs responsabilités), et pour combler ce gap, des actions de presque toutes les Parties seront requises.

L'an prochain, les Parties Annexe I non-PK ne devront surtout pas se gêner pour venir avec des soumissions en Avril sur la façon dont elles envisagent de réviser à la hausse leurs engagements. Qu'elles ne se gênent pas non plus pour prendre le micro à la table-ronde ministérielle de Juin pour nous dire quelle sera leur contribution pour nous assurer, à tous, une trajectoire de réchauffement limitée à 1,5/2°C.

Les bénéfices des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique

Réduire le changement climatique est aujourd'hui une nécessité, mais pour de nombreuses personnes, c'est quelque chose de lointain, pas vraiment important dans leur vie. Qu'en diraient-ils si la lutte contre le changement climatique avait des bénéfices directs sur leur quotidien, maintenant?

La grande nouvelle, c'est que non seulement on peut combattre le changement climatique, mais on peut en plus profiter de cette lutte. Et une bonne partie de la solution consiste à augmenter les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à travers le monde.

La combustion des énergies fossiles produit des gaz à effet de serre et aussi des particules toxiques qui réduisent l'espérance de vie en causant des maladies comme la pneumonie ou le cancer. D'après l'UNIDO, "la pollution de l'air est un fléau qui tue plus de personnes que le SIDA ou la malaria" et "une transition vers une énergie plus propre pourrait facilement réduire l'hécatombe d'ici 2030". Une étude de 2012 de l'OMS a également montré que chaque année, 3,5 millions de personnes meurent prématurément de la pollution de l'air intérieur et 3,3 millions de la pollution de l'air extérieur.

Au moins 1,3 milliard de personnes n'ont toujours pas accès aux sources d'énergie modernes. Imaginez votre enfant qui voudrait faire ses devoirs mais qui n'aurait pas de lampes, votre père qui tenterait de faire tourner un commerce mais sans pouvoir charger son téléphone, ou votre soeur devant allant chercher du bois plusieurs heures par jour. Un cuiseur solaire et un panneau solaire sur le toit de cette maison changerait beaucoup la situation, contribuant à la santé, à la réduction de la pauvreté, à la protection de la biodiversité, etc.

Innovation. Les pionniers peuvent bénéficier de l'adoption de meilleurs standards et politiques pour s'ouvrir de nouveaux marchés. Des standards d'efficacité énergétique ambitieux aux Etats-Unis et en Europe ont par exemple preparé le terrain pour des frigos et d'autres équipements électro-ménagers bien plus efficaces partout dans le monde.

D'après l'OCDE, le développement durable dans le secteur de l'énergie d'un pays influencera positivement le développement de l'industrie, la création d'emploi et l'innovation techonologique.

D'après le GIEC, une meilleure efficacité énergétique dans les bâtiments et l'utilisation d'une énergie renouvelable propre et locale peut déboucher sur de substantielles économies car l'efficacité est moins coûteuse que la construction de nouvelles capacités de production.

Il y a de nombreuses opportunités dans le processsus de l'UNFCCC pour promouvoir l'éfficacité énergétique et les énergies renouvelables comme la clé à la fois de la protection du climat et d'une économie durable. Quand les segments de haut niveau s'intéresseront vraiment à de hauts niveaux d'efficacité énergétique, nous ferons de réels progrès.

A propos du Brésil...

Personne ne sera surpris d'entendre que la proposition brésilienne – qui consiste à réintroduire son analyse datant de 1997 sur la responsabilité historique – a été sujette de controverse. Mais puisque cette proposition comporte aussi le lancement d'un groupe de travail formel sur les « indicateurs d'équité », alors le changement de cap du Brésil devrait être bienvenu.

La Responsabilité Historique, après tout, est l'indicateur d'équité fondamental. En fait, il y en a cinq : Ambition, Responsabilité, Capacité, Besoin de développement et Besoin d'adaptation. Toute tentative sérieuse d'opérationnaliser ce concept d'équité devrait les prendre tous les cinq en considération.

Non, ce ne sera pas facile. S'il est clair qu'il ne pourra pas y avoir un chemin tracé vers la stabilisation du climat sans que ne soit prise en compte à la fois la responsabilité et la capacité, mais assui les besoins en développement et en adaptation, il est aussi évident qu'il n'y a aucun accord précis sur la signification de ces mots…

Nous avons besoin qu'un expert se charge de la formulation de ces indicateurs d'équité. C'est aussi la raison pour laquelle le débat doit être introduit dans l'ADP.

Le temps où la "responsabilité historique » seule pouvait convenir pour aborder l'essentiel du problème de l'équité climatique est dépassé. C'est d'ailleurs aussi pour cela que la réintroduction, par le Brésil, de sa vieille proposition, a ses limites. Le réel défi devant nous est de trouver une nouvelle approche de l'équité qui soit suffisamment robuste pour permettre d'évaluer les engagements. Ceci requiert un panel complet d'indicateurs, et pas seulement la responsabilité historique.

Il n'y a pas vraiment le choix d'affronter ce défi, puisque nous avons enfin atteint un important moment : tous s'accordent sur le fait que la question de l'équité ne peut être ignorée. L'ambition ne peut être atteinte sans équité, et l'équité ne sera pas atteignable sans ambition.

La marche à suivre doit inclure un débat ouvert sur les indicateurs d'équité, afin de trouver des compromis, construire un consensus et préparer le terrain pour les Parties qui devront bientôt annoncer leurs engagements qui devront être forts et équitables.

Ainsi nous accueillons positivement la proposition du Brésil sur la responsabilité historique. La responsabilité seule n'est pas suffisante pour aborder ce travail sur l'équité, mais la proposition du Brésil propose un bon point de départ et de toutes façons, la responsabilité est l'un des piliers de ce travail à venir.

Le défi maintenant est de repartir de la proposition du Brésil, la déployer dans un processus plus large pour clarifier les caractéristiques essentielles et mesurables des engagements, en évaluant à quel point ils seront suffisamment équitables pour passer la barre des prochaines années.

FOND D'ADAPTATION : 0+0= LA TÊTE À TOTO

Alors que les négociateurs organisent leurs notes avant l'arrivée des ministres, ECO leur présente un petit graphique qu'ils pourront utiliser dans leurs présentations. Il montre l'écart existant entre les promesses faites par les pays développés de lui fournir 100 milliards de dollars et l'encours du fonds d'adaptation. Nous sommes persuadés que le but fixé reste à portée de main. Mais, nous ne croirons à la possibilité de disposer de 100 milliards par an, dès 2020, que s'ils font davantage. Nous attendons avec impatience de nouvelles promesses et mettront constamment à jour notre graphique en conséquence. Les pays désireux de voir leurs contributions prises en compte sont priés de contacter ECO par courriel.

Fossile du Jour

Aujourd'hui, le Japon a sabré ses objectifs de réduction d'émissions d'ici 2020 - avec un nouvel engagement équivalant à une AUGMENTATION de la pollution de 3,1% par rapport au niveau de 1990.

L'UNFCCC est là pour négocier l'augmentation du niveau d'action contre le changement climatique, donc ce doit être une mauvaise blague! En 2009, le Japon a annoncé une réduction des émissions de 25% par rapport à 1990 d'ici 2020. Nous pressons tous les délégués japonais de lire le rapport du GIEC pour refaire leurs calculs et reconsidérer leur engagement à cet objectif historique. Le nouvel objectif est un pas en arrière comparé au premier engagement de Tokyo pour la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, qui était de -6% depuis 1990. Comment le Japon espère-t-il contribuer à augmenter le degré d'ambition au niveau international si la troisième économie mondiale dit qu'elle ne peut qu'augmenter ses émissions?

Pour ajouter l'injure à l'insulte, il semblerait que le Japon, qui a contribué à la crise climatique et a les moyens de contribuer à sa résolution, essaie de dissimuler sa faible ambition par une grande réthorique. Il n'y a aucune excuse, nous savons que vous pouvez faire mieux. Nous ne voulons pas du nucléaire ni du changement climatique. Reconsidérez votre position SVP et revenez avec un objectif réellement ambitieux!

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Simon Coquillaud, Célia Gautier, Valérie Laramée, Vanessa Laubin, Yann Louvel, et Alix Mazounie.